

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2018 B 01041

Numéro SIREN : 342 439 320

Nom ou dénomination : Opel France

Ce dépôt a été enregistré le 15/07/2022 sous le numéro de dépôt 18133



61, rue Henri Regnault
92075 PARIS LA DEFENSE CEDEX

OPEL FRANCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

OPEL FRANCE

Société par actions simplifiée unipersonnelle

RCS : NANTERRE RCS 342 439 320

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'associé unique de la société OPEL FRANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société OPEL FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 8 juin 2022

Charles DESVERNOIS

Associé



OPEL FRANCE
Comptes au 31/12/2021
2-10 Boulevard de l'Europe
78300 POISSY

SOMMAIRE

I- COMPTES ANNUELS	4
A. Bilan - Actif	4
B. Bilan - Passif	5
C. Compte de résultat	6
II- ANNEXES.....	8
A. REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	9
I. Immobilisations incorporelles.....	9
II. Immobilisations corporelles	9
III. Stocks.....	10
IV. Provisions pour risques et charges.....	10
V. Conversion des postes en devises étrangères.....	12
VI. Dépréciation des créances clients	12
VIII. Comptabilisation du chiffre d'affaires.....	12
B. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	13
III- INFORMATIONS BILAN ET COMPTE DE RESULTAT.....	14
A. Immobilisations	15
B. Amortissements	15
C. Stocks	16
D. Provisions et dépréciations	17
E. Créances et dettes	19
F. Ecart de conversion sur créances et dettes	19
G. Charges à payer	21
H. Produits à recevoir	22
I. Composition du capital social.....	22
J. Variations des capitaux propres.....	23
K. Ventilation du chiffre d'affaires	23
L. Charges et produits financiers	23
M. Charges et produits exceptionnels.....	24



N. Répartition de l'impôt sur les bénéfices	24
O. Tableau des filiales et participations.....	24
P. Situation fiscale différée et latente.....	24
IV- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS.....	26
A. Engagements hors-bilan.....	26
B. Effectif moyen.....	27
C. Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société.....	27
D. Opérations avec les parties liées.....	27
E. Honoraires des commissaires aux comptes	27
F. Compte personnel de formation.....	27
G. Événements postérieurs à la clôture.....	27

I- COMPTES ANNUELS

A. Bilan - Actif

Rubriques	Montant brut	Amort.Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	184 822	184 822	0	0
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage industriels	517 267	337 999	179 268	432 456
Autres immobilisations corporelles	4 141 000	4 095 938	45 062	924 355
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations évalués par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	4 843 088	4 618 758	224 330	1 356 812
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	6 093 506	238 608	5 854 898	29 082 622
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Clients et comptes rattachés	8 306 572	243 821	8 062 750	20 836 848
Autres créances	236 777 212	0	236 777 212	338 925 362
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres)				
Disponibilités	0	0	0	0
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	4 020 443		4 020 443	0
ACTIF CIRCULANT	255 197 733	482 430	254 715 303	388 844 832
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	81		81	81
TOTAL GENERAL	260 040 901	5 101 188	254 939 714	390 201 724

B. Bilan - Passif

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel dont versé	12 939 625	12 939 625
Primes d'émission, de fusion, d'apports		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :		
Réserve légale	1 293 970	1 293 970
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	72	3 872 725
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	5 844 521	1 014 706
Subvention d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	20 078 187	19 121 027
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	53 244 721	55 788 350
Provisions pour charges	6 370 522	11 392 875
PROVISIONS	59 615 244	67 181 225
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 476 599	175 519 016
Dettes fiscales et sociales	23 449 416	35 714 441
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	90 379 668	92 665 998
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	23 940 583	
DETTES	175 246 266	303 899 456
Ecarts de conversion passif	17	17
TOTAL GENERAL	254 939 714	390 201 724

C. Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	736 653 944	2 526 453	739 180 396	874 329 432
Production vendue de biens				
Production vendue de services	12 181 939	0	12 181 939	8 346 379
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	748 835 883	2 526 453	751 362 336	882 675 811
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation			59 000	
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			53 992 787	47 198 921
Autres produits			30 708	386 045
PRODUITS D'EXPLOITATION			805 444 830	930 260 777
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			515 356 342	816 669 634
Variation de stock (marchandises)			186 769 914	12 579 560
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			35 542 658	42 078 797
Impôts, taxes, versements assimilés			2 232 242	3 332 335
Salaires et traitements			4 425 712	6 311 147
Charges sociales			2 131 077	2 914 803
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			1 132 482	1 335 172
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			380 346	3 114 386
Dotations aux provisions			42 881 321	32 897 012
Autres charges			6 596 109	3 775 005
CHARGES D'EXPLOITATION			797 448 204	925 007 851
RESULTAT D'EXPLOITATION			7 996 626	5 252 926
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			13 788	38 001
Reprises sur provisions et transfert de charges				
Différences positives de change			9	8
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			13 797	38 008
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilés			16 874	
Différence négative de change			3	0
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			16 877	0
RESULTAT FINANCIER			-3 079	38 008
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			7 993 547	5 290 935

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	347 476	593 686
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transfert de charges	1 145 785	4 642 343
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 493 262	5 236 029
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 552 024	4 799 984
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	182 278
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	23 902	486 476
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 575 926	5 468 738
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-82 664	-232 709
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	202 274	468 629
Impôts sur les bénéfices	1 864 088	3 574 891
TOTAL DES PRODUITS	806 951 889	935 534 815
TOTAL DES CHARGES	801 107 368	934 520 109
BENEFICE OU PERTE	5 844 521	1 014 706



II- ANNEXES



A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels des exercices clos le 31 décembre 2021 et 2020 ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en France et notamment aux dispositions du règlement ANC n° 2017-03. Ces principes comptables sont décrits ci-dessous :

I. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées de logiciels amortis sur leur durée de vie, soit 3 ans.

II. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Les frais d'entretien sont comptabilisés en charges de l'exercice, sauf ceux qui contribuent à une augmentation de productivité ou de prolongation de la durée d'utilisation des biens. Une provision pour dépréciation est le cas échéant constatée pour ajuster la valeur nette comptable à la valeur d'utilité.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, et en accord avec la législation en vigueur. Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

Catégorie	Durée d'utilisation en année
Agencements sur sol d'autrui	40
Matériel industriel	15
Installations générales, agencements et aménagements	10
Matériels de bureau et informatiques	3
Mobilier de bureau	15



III. Stocks

Les stocks et encours sont évalués au plus bas de leur coût d'acquisition et de leur valeur vénale (valeur de réalisation nette ou coût de remplacement). Le coût d'acquisition est déterminé selon la méthode des coûts historiques pour les véhicules. Les stocks sont le cas échéant dépréciés pour tenir compte de la leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

IV. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées pour couvrir les risques et charges liés notamment aux opérations suivantes :

- Garanties clients : une provision statistique est comptabilisée au moment de la vente du bien concerné pour couvrir le coût estimé de la garantie ;
- Indemnités de départ à la retraite ;
- Engagements buy-back ;
- Litiges produits ;
- Litiges personnels ;
- Plan de départ volontaire (PDV) et plan de sauvegarde pour l'emploi (PSE) ;
- Risque fiscal lié notamment aux redressements déjà effectués sur les exercices 2015 et 2016.

1. Provision pour garantie clients

La provision pour garantie est une provision commerciale et non une provision pour vices cachés. Le calcul de cette provision est effectué en Central (Allemagne) pour l'ensemble des entités européennes d'OPEL et est déterminé par modèle de véhicule en fonction des éléments suivants :

- Dépenses de garantie réelles engagées pour ces véhicules ;
- Eléments prévisionnels tels que la modification de motorisation ou d'éléments de design.

Le résultat de ce calcul correspond au montant de la provision pour la période de garantie constructeur par modèle de véhicule. Cette provision est comptabilisée au moment de la vente du véhicule au distributeur.

2. Provision pour indemnité de départ à la retraite

Opel France doit faire face à certains engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite des salariés en activité selon des modalités d'ancienneté et de catégories professionnelles fixées par la convention collective.



Les engagements ci-dessous correspondent à l'estimation de la valeur actuelle du capital équivalent aux versements futurs à réaliser, en fonction des services rendus par les salariés, sur la base des principales hypothèses de calcul suivantes :

- Taux d'inflation : 1,80% ;
- Taux d'augmentation des salaires : 1,81 % ;
- Age en début de carrière : 24 ans pour les cadres/ETAM et 20 ans pour les ouvriers ;
- Age de départ à la retraite : entre 62 et 67 ans ;
- Table de mortalité : TGHF 05 pour les rentes et les indemnités de carrière ;
- Taux de turn-over annuel : table PSA.

Ces engagements s'élèvent à 1 413 512 euros au 31/12/2021.

3. Provision pour engagements buy-back

Opel France vend des véhicules aux loueurs avec un engagement de reprise à l'issue de la période de détention convenue contractuellement. Une provision pour charge est calculée afin de couvrir et anticiper une perte potentielle de revente des véhicules à des clients finals. Cette provision correspond au différentiel entre le prix de rachat aux loueurs et le prix futur estimé de vente au client final net des frais de commercialisation (frais de remise en état, ...). Au 31/12/2021, cette provision s'élève à 20 178 551 euros contre 8 697 029 euros au 31/12/2020.

4. Provision pour litiges produits

Dès lors qu'Opel France reçoit une assignation d'un client ou un appel en garantie d'un distributeur lui-même assigné par un client final, un dossier litige est ouvert. Une provision individuelle est ainsi constituée dès que le risque est clairement identifié et quantifiable au regard du contenu de l'assignation elle-même ou du rapport d'expertise. Cette provision est réévaluée au regard de tout nouvel élément versé au dossier. Au 31/12/2021, cette provision s'élève à 494 237 euros.

5. Provision pour litiges personnels

Dès qu'un litige naît avec un salarié d'Opel France, un dossier litige est ouvert et une provision est constituée individuellement dès lors que la société dispose d'éléments suffisants pour la quantifier et évaluer sa probabilité. Cette provision est actualisée au regard de tout nouvel élément versé au dossier. Au 31/12/2021, cette provision s'élève à 425 110 euros.



6. Provision pour charges liées aux restructurations RH (plan de départ volontaire et au plan de sauvegarde de l'emploi)

Dans le cadre du rachat par le Groupe PSA d'Opel France (septembre 2017), il a été décidé de proposer aux salariés des sites d'Argenteuil et de Gonesse un plan de départ volontaire et un plan de sauvegarde de l'emploi. Au 31/12/2021, cette provision s'élève à 4 337 909 euros.

7. Provision pour risque fiscal

Cette provision était liée aux redressements déjà effectués sur les exercices 2015 et 2016. Elle correspondait notamment aux risques de redressement de l'impôt sur les sociétés. Cette provision a fait l'objet d'une reprise pour sa totalité (2 597 206 euros) en fin d'année en raison de la prescription du risque.

V. Conversion des postes en devises étrangères

Les créances et dettes libellés en devises étrangères sont converties en euros sur la base du dernier cours de change de l'exercice. Les différences résultant de cette conversion sont inscrites dans les postes écarts de conversion au bilan (à l'actif pour les pertes latentes et au passif pour les gains latents). Une provision est comptabilisée pour les pertes latentes. Au 31/12/2021, elle s'élève à 81 euros.

VI. Dépréciation des créances clients

Seules les créances douteuses et hors-Groupe font l'objet d'une dépréciation et elles sont déterminées au cas par cas. Au 31/12/2021, elle s'élève à 243 821 euros.

VII. Autres créances et autres dettes

Les autres créances se composent principalement du prêt intra-groupe dans le cadre de la convention de cash-pooling. Les autres dettes sont majoritairement constituées d'avoirs à établir au réseau de distributeurs pour l'ensemble des supports commerciaux de vente de véhicules et de pièce de rechange (plan de campagne, plan volume, plan de motivation, ...).

VIII. Comptabilisation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires sur les ventes de véhicules neufs faites aux distributeurs est constaté à l'entrée du parc de stockage dans le cadre de nos contrats de concession. Le chiffre d'affaires sur les ventes flottes faites aux loueurs est constaté au moment de la livraison au client. Le chiffre d'affaires sur les ventes de véhicules remarketing (véhicules d'occasion) est constaté à la livraison du client.

La production vendue de services correspond essentiellement à la refacturation faite au réseau de distribution pour leur participation à diverses dépenses (matériels publicitaires, site informatique, ...).



B. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Dans la continuité de l'année 2020, le niveau d'activité sur 2021 a été une nouvelle fois impacté par la crise sanitaire et économique liée au Covid-19 (baisse du marché et des volumes vendus, réduction des stocks et des dépenses fixes pour limiter les sorties de trésorerie, mesures de soutien au réseau, etc.).

La pandémie Covid-19 et les mesures prises pour y faire face ont conduit à une forte baisse de la demande de véhicules, notamment en France, à des perturbations dans les opérations de fabrication, à une baisse de l'utilisation des capacités et à des fermetures de sites industriels pendant différentes périodes en 2021.

- Pour la préparation des états financiers annuels 2021, la société a pris en compte l'impact spécifique sur les états financiers de la pandémie Covid-19 notamment sur les zones de jugement et d'estimation telles que la valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles (Note n°6) et la valeur recouvrable des participations et autres titres immobilisés ;
- La crise sanitaire COVID a contraint Opel France à avoir recours au chômage partiel.



III-INFORMATIONS BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

A. Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisition.Apports
Frais d'établissement, de recherche et de développements			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	184 822		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Installations générales, agencements et aménagts.			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	517 267		
Installations générales, agencements et aménagts.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 141 000		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 658 266		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
TOTAL GENERAL	4 843 088		

B. Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	184 822			184 822
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	234 829	103 170		337 999
Inst. générales, agencements et aménagts divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 066 626	1 029 312		4 095 938
Emballages récupérables et divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 301 455	1 132 482	0	4 433 936
TOTAL GENERAL	3 486 276	1 132 482	0	4 618 758



C. Stocks

Au 31/12/2021, la valeur nette comptable des stocks s'élève à 5 854 898 euros contre 29 082 622 euros au 31/12/2020 (- 80%). Ces stocks se décomposent de la façon suivante.

Nature du stock	31/12/2021			31/12/2020
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
VN	3 036 544	0	3 036 544	4 714 366
VO/VS	2 581 143	-180 480	2 400 662	24 096 418
MATERIELS PUBLICITAIRES	475 819	-58 128	417 691	271 839
Total	6 093 506	-238 608	5 854 898	29 082 622

Le stock de véhicules neufs s'élève à 3 036 544 euros et il ne donne pas lieu à une dépréciation compte tenu d'un délai de rotation très court et d'une faible obsolescence. Le stock de véhicules de service fait l'objet d'une dépréciation basée sur la valeur de revente estimative. Le stock de véhicules d'occasion correspond majoritairement aux véhicules rachetés aux loueurs par OPEL France. La dépréciation se base sur le prix réel de rachat et un prix estimatif de vente.

Le stock de matériels publicitaires est déprécié à hauteur de 58 128 euros. La règle de dépréciation est la suivante :

- Si ancienneté < 6 mois, taux de dépréciation = 0% ;
- Si ancienneté compris entre 6 et 12 mois, taux de dépréciation = 50% ;
- Si ancienneté > 12 mois, taux de dépréciation = 100%,

D. Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions pour réconstitution des gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II)				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour fluctuation des cours				
Amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constitués avant le 1.1.1992				
Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constitués après le 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	1 139 021	551 613	473 525	1 217 109
Provisions pour garanties données aux clients	45 952 220	20 571 606	34 674 845	31 848 982
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour perte de change	80	0	0	80
Provisions pour pensions et obligations similaires	3 592 000	1 579 552	2 882 815	2 288 737
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	16 497 903	20 202 453	12 440 020	24 260 336
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	67 181 225	42 905 224	50 471 205	59 615 244
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilisations financières				
Dépréciations stocks et en-cours	2 901 132	136 603	2 799 127	238 608
Dépréciations comptes clients	616 109	243 743	616 108	243 743
Autres provisions pour dépréciation				
DEPRECIATIONS	3 517 241	380 346	3 415 235	482 352
TOTAL GENERAL	70 698 465	43 285 570	53 886 440	60 097 595

Le montant total des nouvelles provisions s'établit à 43 285 570 euros et celui des provisions utilisées à 53 886 440 euros.



La principale variation a trait aux provisions pour garanties données aux clients (en baisse de 14 103 K€) et aux autres provisions pour risques et charges (en hausse de 7 762 K€) dont les principales catégories sont les suivantes :

- Contrat de service Flexcare (-19 582 K€) : la totalité de cette provision a été reprise en raison d'une correction du schéma de comptabilisation (produits et charges comptabilisés d'avance) ;
- Engagements véhicules buy-back : +11 481 K€ (hausse des volumes des stocks loueurs) ;
- Garantie constructeur véhicules : - 5 281 K€ (baisse des volumes) ;
- Contrôle fiscal : - 2 597 K€ (risque prescrit).

E. Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Clients douteux ou litigieux	292 492	292 492		
Autres créances clients	8 014 080	8 014 080		
Créances représentative de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	30 255	30 255		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0	0		
Impôts sur les bénéfiques	0	0		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés	182 714 873	182 714 873		
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	54 032 084	54 032 084		
Charges constatées d'avance	4 020 443	4 020 443		
TOTAL GENERAL	249 104 227	249 104 227		
Montant des prêts accordés en cours d'exercice				
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				
ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus d'un an, moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	37 476 599	37 476 599		
Personnel et comptes rattachés	2 411 528	2 411 528		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 687 285	1 687 285		
Etat : impôt sur les bénéfiques	1 864 088	1 864 088		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	15 974 958	15 974 958		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 511 558	1 511 558		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	90 379 668	90 379 668		
Dettes représentatives de titres empruntés	0	0		
Produits constatés d'avance	23 940 583	23 940 583		
TOTAL GENERAL	175 246 266	175 246 266		



F. Ecart de conversion sur créances et dettes

Nature des écarts	Actif Perte latente	Ecart compensés par couverture de change	Provisions pour perte de change	Passif Gain latent
Immobilisations non financières				
Immobilisations financières				
Créances				
Dettes financières				
Dettes d'exploitation	81			17
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	81		0	17

G. Charges à payer

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
168860	Participation des salariés			0
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		0	0	0
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES				
408100	Fournisseurs FNP	10 887 286	14 556 727	-3 669 441
TOTAL DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES		10 887 286	14 556 727	-3 669 441
AUTRES DETTES				
419800	Remises à établir	66 103 552	80 852 225	-14 748 673
TOTAL AUTRES DETTES		66 103 552	80 852 225	-14 748 673
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	Congés payés	1 102 748	1 847 117	-744 370
428600	Provisions pour bonus	725 766	841 669	-115 904
431000	Cotisations URSSAF	438 781	800 796	-362 015
438600	Taxes diverses	1 661 839	1 897 269	-235 430
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		3 929 133	5 386 852	-1 457 718
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
518100	IFP OPEL Bank	0	0	0
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		0	0	0
TOTAL CHARGES A PAYER		80 919 971	100 795 804	-19 875 832

La rubrique « remise à établir » correspond à l'ensemble des primes et bonus à verser aux concessionnaires et clients directs.

H. Produits à recevoir

PRODUITS A RECEVOIR				
Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	Clients FAE	1 057 640	101 803	955 837
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		1 057 640	101 803	955 837
AUTRES CREANCES				
409700	Fournisseurs débiteurs	155 719	237 255	-81 536
448700	Produits à recevoir	0	0	0
518100	IFP OPEL Bank	27 364 067	1 717 853	25 646 213
TOTAL AUTRES CREANCES		27 519 786	1 955 108	25 564 678
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		28 577 426	2 056 911	26 520 515

I. Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	A la clôture de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	848 500			15,25
Actions amortis				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissement				

J. Variations des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		19 121 027
Distribution sur résultats antérieurs		-4 887 360
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		14 233 667
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		5 844 521
	SOLDE	5 844 521
Situation à la clôture de l'exercice		
Capitaux propres avant répartition		20 078 187

K. Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export/Intracom.	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
Véhicules	737 434 614	1 002 906	738 437 520	874 603 388	-15,6%
Pièces détachées	-780 670	73 945	-706 725	-273 956	158,0%
Services	12 181 939	1 449 601	13 631 540	8 346 379	63,3%
TOTAL	748 835 883	2 526 453	751 362 336	882 675 811	-14,9%

L. Charges et produits financiers

Le résultat financier s'élève à - 3 079 euros.

M. Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Charges de restructuring	1 145 785	67180000
Mise au rebut de véhicules	62 377	67180002
Pertes sur litiges commerciaux	202 047	67180003
Charges sur exercices antérieurs	141 814	67200000
Dot. prov.restructuring	23 902	68750010
Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Produits sur exercices antérieurs	347 476	77200000
Reprise sur provisions de restructuring	1 145 785	78750000

N. Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat comptable	7 708 608	1 864 088	5 844 521

O. Tableau des filiales et participations

Néant

P. Situation fiscale différée et latente

Rubriques		MONTANT
IMPOT DU SUR :		
Provisions réglementaires		
	Provisions pour hausse de prix	
	Provisions pour fluctuation des cours	
	Provisions pour investissements	
	Amortissements dérogatoires	
Subvention d'investissement		
TOTAL ACCROISSEMENTS		
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :		
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante)		
	Congés payés	0
	Participation des salariés	202 274
	Autres	1 654 267
A déduire ultérieurement		
	Provisions pour propre assureur	
	Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS		1 856 541
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE		
IMPOT DU SUR :		
Plus-values différées		
CREDIT A IMPUTER SUR :		
Déficits reportables		
Moins-values à long terme		
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE		

IV-ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

A. Engagements hors-bilan

Rubriques	Montant hors-bilan
Effets escomptés non échus	0
Avals et cautions	60 000
Engagements en matière de pension	0
Autres engagements donnés	0
TOTAL	60 000



Les avals et cautions correspondent aux garanties bancaires obtenues auprès de la Deutsche Bank dans le cadre de la location du bâtiment situé à Argenteuil (bâtiment Euripide).

B. Effectif moyen

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à la disposition de l'entreprise
Ingénieurs & cadres	62	
ETAM	6	
Ouvriers	25	
TOTAL	93	

C. Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital (€)	% détenu
OPEL Europe Holding S.L.U Poligono Enterrios s/n Carretera Nacional 232, km 29 - 50 639 Figueruelas 50080 ZARAGOZA (Espagne)	Sociedad Limitada	340 371 390	100%

D. Opérations avec les parties liées

Au cours de l'exercice, il n'a été conclu aucune nouvelle convention avec les parties liées au sens de l'article R. 123-198 du Code de Commerce, d'un montant significatif et à des conditions qui n'auraient pas été des conditions normales de marché.

E. Honoraires des commissaires aux comptes

L'information est présentée dans l'information financière de la société consolidante du groupe Peugeot SA.

F. Compte personnel de formation

En l'application de l'avis 2004F du Comité d'urgence relatif à la comptabilisation du Compte Personnel de formation (CPF). Opel France n'a provisionné aucun droit dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Les droits acquis devront être utilisées avant le 31 décembre 2023.

G. Événements postérieurs à la clôture

L'activité de l'entreprise a été impactée par l'épidémie de Covid-19 dès la mi-mars 2020 affectant de manière significative l'ensemble de nos moyens de production, de nos chaînes d'approvisionnement et de



nos activités commerciales et d'autres conséquences dans la gestion des opérations. A la date d'arrêté des comptes, les incidences de cet événement sur l'activité et la situation financière de la société ne peuvent être déterminées précisément. Cet événement ne remet cependant pas en cause l'hypothèse d'arrêté des comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2021 selon le principe de continuité d'exploitation, la société bénéficiant notamment de la centrale de trésorerie du Groupe pour gérer sa trésorerie courante et du soutien financier de ses actionnaires pour les 12 prochains mois.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine qui a débuté le 24 février 2022 aura des impacts sur l'environnement économique mondial et indirectement sur les comptes de notre société même si nous ne sommes pas présents sur les marchés russe et ukrainien. Nous devrions être confrontés à des difficultés d'approvisionnement et des hausses tarifaires de certaines matières premières et de l'énergie.

Opel France
Société par Actions Simplifiée au capital de 12 939 625 euros
Siège social : 2-10 Boulevard de l'Europe – 78300 POISSY
342 439 320 RCS VERSAILLES

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 30 JUIN 2022**

L'an deux mille vingt-deux,
Le trente juin,

La société Opel Europe Holdings S.L.U, société de droit espagnol dont le siège social est sis Poligono Entrerrios s/n Carretera Nacional 232, Km. 29, 50639 Figueruelas, Saragosse, Espagne, CIF B-50949346 et immatriculée sous le numéro Tomo 2887, folio 29, Seccion 8, Hoja Z-32723, registro mercantile de Saragosse, représentée par Goncalo PEREIRA SCHIAPPA DE CAVALHO, son Administrateur Solidaire,

associé unique propriétaire des 848 500 actions composant le capital social de la société Opel France, désignée en tête des présentes (ci-après la « **Société** »),

=====

Deuxième décision

L'associé unique décide d'affecter le résultat de l'exercice 2021, s'élevant 1 014 706,20 €, ainsi qu'il suit :

Origine :

Résultat net de l'exercice clos le 31.12.2021 (bénéfice)	5 844 520,57 €
Report à nouveau antérieur (2020)	71,51 €

Total à affecter

5 844 592,08 €

Affectation :

Au poste «Report à nouveau»	6 912,08 €
Au titre de dividende à l'associé unique	5 837 680,00 €

Total affecté

5 844 592,08 €

Le dividende net par action sera de 6,88 € éligible à l'abattement de 40 % visé par le Code Général des Impôts pour ceux des associés y ayant droit. Il sera mis en paiement le 15 septembre 2022.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, prend acte que les dividendes distribués par action au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

<u>Exercice</u>	<u>Dividende brut par action (1)</u>	<u>Abattement fiscal (2)</u>
2020	5,76€	0,00€
2019	0,00€	0,00€
2018	31,86€	0,00€

(1) Avant effets de la réglementation fiscale applicable aux bénéficiaires

(2) Pour les personnes physiques ayant leur résidence fiscale en France

=====

Certifié conforme
Le Président
Igor DUMAS